

Pourquoi lancer une nouvelle politique de l'alimentation ?

→ Pour **JEAN-MARC BOURNIGAL**, directeur général de l'alimentation (DGAL), il faut améliorer l'équilibre nutritionnel des Français, afin, notamment, d'enrayer la montée de l'obésité.

LSA - Qu'est-ce qui vous a poussés à lancer cette initiative ?

Jean-Marc Bournigal -

La montée de l'obésité et des problèmes de déséquilibres nutritionnels nous ont amenés à imaginer une politique d'accompagnement aussi bien au niveau pédagogique que financier, pour pallier le décalage entre la consommation des Français et les recommandations nutritionnelles émises par les pouvoirs publics. Une politique qui vise notamment les populations les plus fragiles, et qui sera déclinée au niveau local dès début 2009.

LSA - Quels en seront les chantiers prioritaires ?

J.-M. B. - Nous en avons défini cinq. En premier lieu, mieux garantir la sécurité sanitaire des produits importés et leur conformité avec les normes européennes. Améliorer l'accessibilité aux fruits et légumes car, à titre d'exemple, 44 % des enfants de 3 à 17 ans consomment moins d'une portion de fruit par jour. Deux actions concrètes ont déjà été lancées, intitulées « Un fruit pour la récré » et « Un fruit pour les loisirs ». Troisièmement, améliorer l'offre alimentaire en restauration collective, via notamment un programme de formation du personnel de cuisine. Quatrièmement, promouvoir la diversité des produits sous signe de qualité ou d'origine, avec notamment l'objectif de servir

“ S'attaquer aux bases de l'équilibre nutritionnel ”



› Jean-Marc Bournigal

■ Directeur général de l'alimentation (DGAL)

20 % de produits bio dans les services de restauration de l'administration en 2012. Et enfin, subvenir à l'alimentation des populations les plus démunies. Le montant total du programme devrait s'établir à 2 millions d'euros par an.

LSA - Quels seront les relais de communication ?

J.-M. B. - La campagne sera relayée en télévision par une série de huit « “ Consomag ” spécial alimentation » réalisés

par l'Institut national de la consommation (INC), et une campagne de spots radio. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture vient de lancer « Le mois de l'origine et de la qualité » (du 20 septembre au 2 novembre), pour promouvoir les signes officiels de qualité et d'origine, et est également partenaire d'un programme de sensibilisation du jeune public (7 à 11 ans) aux problématiques liées à l'alimentation.

LSA - Ne pensez-vous pas que ce problème soit aussi dû à la crise du pouvoir d'achat ?

J.-M. B. - Bien sûr qu'il existe un impact de la baisse du pouvoir d'achat avec l'inflation qui a touché un certain nombre de produits ; néanmoins, ce n'est qu'un élément conjoncturel. L'alimentation a toujours fait office de variable d'ajustement. Mais notre message n'est pas de prendre parti pour les marques ou pour les premiers prix... Notre objectif est de nous attaquer aux fondamentaux de l'équilibre nutritionnel, car on s'aperçoit que, même dans les épiceries solidaires, où les gens ne paient qu'une somme symbolique, ils ne prennent que très peu de fruits et légumes. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous formons le personnel de ces associations afin qu'ils aident les usagers à préparer des repas équilibrés.

PROPOS RECUEILLIS
PAR EMMANUEL BOTTA